



L'INFO DE L'ECO 91

30 septembre 2013

N°37

«RETROUVER DE LA CROISSANCE ET DES EMPLOIS IMPOSE DE CHANGER LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES MENÉES EN EUROPE»

Une amélioration de la conjoncture est-elle actuellement perceptible?

Non, en dehors de cas ponctuels, de quelques entreprises ici ou là, la tendance est la même sur toutes les branches, dans l'industrie comme dans les services pour le privé. Même le secteur public souffre et réduit ses missions du fait des politiques de rigueur. Un point qui symbolise les difficultés importantes est que les entreprises de taille intermédiaire, jusqu'à maintenant assez préservées, appellent en masse à l'aide la nouvelle Banque publique d'investissement (BPI). Elles sont soit donneurs d'ordre, soit sous-traitantes importantes de grands groupes, elles organisent la colonne vertébrale d'une filière et là elles sont, pour la première fois depuis longtemps, en grande difficulté.

Quels seraient les leviers d'une reprise économique?

Le léger rebond statistique de la croissance ne change strictement rien à l'affaire. Compte tenu de l'orientation restrictive de rigueur des politiques économiques en Europe, une reprise solide et durable n'est pas envisageable (de nombreux pays de la zone étant encore en récession), à moins d'une bouffée d'oxygène venue de l'extérieur, en particulier des États-Unis et des pays émergents. Or nous n'en prenons pas le chemin...

C'est pourtant la condition d'une amélioration de la situation de l'emploi et donc d'une baisse sensible du chômage. Retrouver de la croissance et donc des emplois et de l'activité impose de changer les politiques économiques et de les asseoir sur deux principaux piliers:

Le premier est l'augmentation des salaires, tant dans le secteur public que dans le privé, pour favoriser la relance de la consommation.

Puis l'intervention et l'investissement public: la notion de grands projets est indispensable pour permettre une commande publique importante. De ce point de vue, les trente-quatre plans industriels annoncés par le chef de l'État le 12 septembre dernier vont dans le bon sens.

Pierre Moscovici a multiplié les cadeaux au patronat lors de l'université d'été du Medef. Comment avez-vous perçu cette intervention?

Si on pouvait encore avoir des doutes, le message adressé au patronat par le ministre de l'Économie est sans ambiguïtés: le gouvernement ne fera peser aucun nouveau coût de sa politique sur les entreprises et s'engage à compenser tout prélèvement supplémentaire par une exonération accordée ailleurs, autrement dit ce sont les ménages et singulièrement les salariés qui devront supporter le financement des mesures gouvernementales, que ce soit dans le domaine des retraites ou de l'assurance-maladie ou de la famille. C'est l'aboutissement de l'obsession autour de la compétitivité qui guide toute l'action gouvernementale depuis plus d'un an et qui est synthétisé dans le pacte national pour la compétitivité issu du rapport Gallois de novembre 2012.



Secrétaire Départementale : Sabine TRIQUENAU (SIP Etampes ☎ 01.69.92.65.12)
Secrétaires adjoints : Lionel BOYER (SIP Evry) Alain FILIPPI (CFP Montgeron)
Permanent : Frank SAINTOL (DDFIP ☎ 01.69.47.19.62)
Trésorière : Cécile COMOTTO (SIP Evry ☎ 01.69.36.69.50)
Courriel : fo.ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr
Site web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/091/>

RETROUVEZ **FO DGFIP** SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



<https://www.facebook.com/fodgfip>



@fodgfip